

**Libye - Déclaration conjointe sur la
reprise de la production par la
Compagnie pétrolière nationale
libyenne**

(Paris, 12 juillet 2018)

(traduit de l'anglais)

Les gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni ont publié la déclaration suivante sur la Libye :

Les gouvernements de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie et du Royaume-Uni, rappelant leur déclaration du 27 juin 2018, se félicitent de l'annonce de la reprise par la Compagnie pétrolière nationale libyenne de son activité vitale au nom de tous les Libyens. Nous rendons hommage à la Compagnie pétrolière nationale légitime à l'heure où elle répare les infrastructures, honore ses obligations contractuelles et, après avoir levé les dispositions relatives à l'état d'urgence dans l'Est de la Libye, reprend les exportations et la production de pétrole qui sont essentielles pour la prospérité de la Libye. Nous apprécions également les contributions de l'Armée nationale libyenne au rétablissement de la stabilité dans le secteur pétrolier libyen qui est essentiel pour les intérêts nationaux de la Libye.

La production de pétrole et les installations et recettes pétrolières libyennes appartiennent au peuple libyen. Nous réaffirmons qu'il faut laisser la Compagnie pétrolière nationale travailler au nom de tous les Libyens et que les ressources pétrolières de la Libye doivent demeurer sous le contrôle exclusif de la Compagnie pétrolière nationale légitime et sous la seule supervision du Gouvernement d'entente nationale comme énoncé dans les résolutions 2259 (2015), 2278 (2016) et 2362 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le moment est venu pour tous les acteurs Libyens d'avancer en engageant des discussions entre Libyens sur la manière d'améliorer la transparence budgétaire, de renforcer les institutions économiques et d'assurer une juste répartition des ressources du pays, dans le cadre du Plan d'action défini par le Représentant spécial des Nations Unies, M. Ghassan Salamé, et sur la base de l'Accord politique inter-libyen entériné par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 2259 (2015). Dans ce contexte, nous accueillons favorablement la proposition du président du Conseil présidentiel de faire progresser la transparence des institutions économiques libyennes. Plus généralement, nous appelons les dirigeants libyens à saisir cette occasion importante, dans le cadre de l'Accord politique inter-libyen, pour régler les différends sur la Banque centrale de Libye, intensifier le dialogue sur la répartition des ressources grâce au budget national et oeuvrer à l'unification de la Banque centrale de Libye et à la dissolution des institutions parallèles, comme convenu dans la Déclaration politique de Paris du 29 mai.

Nous sommes solidaires des dirigeants libyens qui travaillent en vue d'un processus politique inclusif mené par les Libyens, qui conduira à des élections nationales crédibles, pacifiques et bien préparées dès que possible.

Les gouvernements de la France, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie et du Royaume-Uni s'engagent à soutenir les dirigeants libyens dans leur application de ces mesures et utiliseront tous les moyens à leur disposition pour demander des comptes à ceux qui portent atteinte à la paix, à la sécurité et à la stabilité de la Libye./.